GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – POSTULAT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	05.12.2017	8h26	17.146	DEF
Annule et remplace				

Auteur(s) : Groupe PopVertsSol	Lié à (facultatif, cf. art. 241 OGC) : ad 17.040
--------------------------------	---

Titre : Fermeture de l'antenne neuchâteloise de la Haute école de musique-Genève (HEM-Genève) : trop de légèreté dans le maniement de la Grosse Bertha !

Contenu :

Le Conseil d'État a annoncé la fermeture de l'antenne neuchâteloise de la HEM-Genève à partir de 2021 et prévoit une économie de 2,5 millions de francs. Lors de l'annonce faite aux collaborateurs de la HEM, le jeudi 30 novembre 2017, selon un témoin oculaire, la cheffe du DEF aurait admis qu'il n'avait pas été possible « d'en étudier l'impact à long terme, faute de temps ». Le présent postulat demande une réponse détaillée et complète à toutes les questions posées dans le développement ci-dessous avant qu'une quelconque mesure ne soit prise par le Conseil d'État, en particulier le gel des inscriptions pour la rentrée 2018 et la dénonciation de la convention du 25 août qui lie le canton de Neuchâtel au canton de Genève, dans le plus strict respect de son article 30.

Développement (obligatoire) :

Le Conseil d'État est prié de fournir, chiffres et sources à l'appui, des informations précises et vérifiables sur :

- le coût réel de l'antenne neuchâteloise de la HEM ;
- les montants des subventions fédérales versées de 2010 à 2017 ;
- les montants des aides intercantionales, en espèces et en nature (prestations), versées de 2010 à 2017 ;
- les montants des écolages et taxes perçus de 2010 à 2017 ;
- le coût réel de la location des locaux occupés par l'antenne neuchâteloise et le coût au cas où ces locaux ne seraient pas repris et resteraient à la charge de l'État ;
- le montant d'une éventuelle aide fédérale au loyer ;
- le montant des arriérés que le canton de Neuchâtel pourrait être amené à payer au canton de Genève ou à la HES-SO pour des prestations non facturées ;
- l'apport financier de l'Association des amis de la HEM, site de Neuchâtel, de 2010 à 2017 ;
- le nombre (et pourcentage) d'enseignants de la HEM domiciliés dans le canton de Neuchâtel de 2010 à 2017 ;
- l'impact fiscal des enseignants de la HEM dans le canton de Neuchâtel de 2010 à 2017 ;
- le nombre (et pourcentage) d'étudiants de la HEM domiciliés dans le canton de Neuchâtel ;
- l'impact fiscal des étudiants de la HEM dans le canton de Neuchâtel de 2010 à 2017 ;
- le montant des bourses octroyées aux étudiants de la HEM, site de Neuchâtel, par le canton de Neuchâtel ;
- le montant des bourses et soutiens financiers octroyés aux étudiants de la HEM, site de Neuchâtel, par d'autres entités publiques ou privées, cantonales et extra-cantonales ;
- le taux d'employabilité des diplômés de la HEM, site de Neuchâtel, de 2011 à 2016.

Le Conseil d'État est également prié de fournir une analyse qualitative fine de l'impact économique, social et culturel, en particulier sur le Conservatoire de musique, d'une éventuelle fermeture de l'antenne neuchâteloise de la HEM-Genève.

Demande d'urgence : OUI

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Jean-Jacques Aubert

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Laurent Kaufmann	Johanna Lott Fischer	Clarence Chollet
Joël Desaulles	Michaël Berly	Cédric Dupraz
Fabien Fivaz	Sarah Blum	Céline Vara
Doris Angst	Gabrielle Würzler	Richard Gigon
Brigitte Neuhaus	Niel Smith	Zoé Bachmann
Daniel Ziegler	Armin Kapetanovic	

Position du Conseil d'État :

Le Conseil d'État a donné des éléments chiffrés pertinents lors de la séance de décembre dernier. La décision est de sa seule compétence et cela a déjà été communiqué au Conseil d'État genevois. Par conséquent, les inscriptions pour l'année scolaire 2018-2019 n'ont pas été ouvertes.

Dès lors, le Conseil d'État combat le postulat tant sur le fond que sur la forme, puisque cela ne relève pas de la compétence du Grand Conseil, et invite ainsi votre Autorité à le rejeter.